



Luxembourg, le – 8 OCT. 2021

Monsieur Jean-Marie ARENS
75, rue Kohlenberg
L-1870 Luxembourg

N/Réf.: 100587

Monsieur,

En réponse à votre requête du 19 juillet 2021 par laquelle vous sollicitez l'autorisation pour la construction et le maintien de miradors sur les lots de chasse 217, 218 et 219 sur les territoires des communes de WAHL et de RAMBROUCH, j'ai l'honneur de vous informer qu'en vertu de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, je vous accorde l'autorisation sollicitée aux conditions suivantes :

1. Les miradors seront érigés sur les lieux tels qu'indiqués sur le plan soumis.
2. Les cabines seront réalisées en bois et munis d'un bardage en bois brut non traité, non raboté et d'une toiture à pente unique de couleur foncée. L'aire de base de l'habitacle ne doit pas dépasser les dimensions de 1,25 x 1,25 mètres.
3. Les miradors seront érigés en forêt ou adossés à la forêt ou autres structures ligneuses existantes.
4. Aucun biotope protégé ou habitat visé par l'article 17 de la prédite loi du 18 juillet 2018 et de son règlement d'exécution du 1^{er} août 2018 ne sera réduit, détruit ou détérioré aussi bien dans la partie aérienne que souterraine.
5. L'Etat décline toute responsabilité pour la réparation d'éventuels accidents causés par des chablis ou des bris de branches.
6. Toute construction désaffectée endéans le bail en cours sera enlevée dans les 6 mois et les matériaux de démolition devront être éliminés conformément aux dispositions légales en vigueur en matière de gestion des déchets.
7. Les préposés de la nature et des forêts territorialement compétents seront avertis avant le commencement des constructions. L'emplacement exact sera désigné et réceptionné en commun accord avec le requérant et les préposés de la nature et des forêts (Monsieur Serge HERMES, tél. : 621 202 124 et Monsieur Christian ENGELDINGER, tél : 621 202 118).
8. Le déplacement ultérieur des miradors devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

L'autorisation n'est valable que pour la durée du bail en cours (01/04/2021 – 31/03/2030). La construction devra être enlevée après l'expiration du bail ou devra faire l'objet d'une nouvelle demande de la part de l'adjudicataire du lot de chasse pour le bail suivant.

Le mirador déjà érigé sans autorisation ministérielle sur le lot de chasse 219 est à adapter aux conditions ci-avant, notamment en ce qui concerne son emplacement.

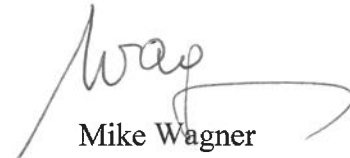
La présente vous est accordée sans préjudice d'autres autorisations et du droit de superficie éventuellement requis.

En vertu de l'article 60, paragraphe 2, dernier alinéa, de la prédite loi du 18 juillet 2018, vous êtes tenus d'afficher l'autorisation de la construction projetée aux abords du chantier pendant 3 mois dès réception de la présente. Le délai de recours devant les juridictions administratives court à l'égard des tiers à compter du jour où cet affichage est réalisé.

Contre la présente décision, un recours en annulation peut être interjeté auprès du Tribunal Administratif. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de 3 mois à partir de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la Cour.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments très distingués.

Pour la Ministre de l'Environnement,
du Climat et du Développement durable



Mike Wagner
Premier Conseiller de Gouvernement

Copies pour information :

- Arrondissement NORD
- Communes de WAHL et de RAMBROUCH